L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 18 AOUT 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE 18 AOUT 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Un temps d'arrêt.

Il vient de se passer, coup sur coup, en France et en Angleterre, les deux seuls pays véritablement libéraux d'Europe, deux faits bien significatifs et qui y donnent la note juste de l'opinion publique : dans le Royaume-Uni, les élections générales ; dans la République française, les élections des conseils généraux.

En Angleterre, on n'a jamais compté, on ne compte réellement encore que deux grands partis : Les conservateurs ou torys, auxquels il faut ajouter les libéraux anti-autonomistes qui viennent d'être absorbés par les premiers et n'ont plus d'existence indépendante ;

Et les libéraux, partisans du Home Rule—car c'est la gloire de M. Gladstone d'avoir su faire de l'autonomie de l'Irlande la grande question nationale, quoiqu'il n'ait pas réussi dans son entreprise.

Eh bien, il faut l'avouer, soit haine de l'Irlande, soit peur du socialisme qui s'abritait derrière le libéralisme, soit fatigue de discussions interminables qui ne peuvent aboutir, et des maladresses du Cabinet Rosebery, l'Angleterre s'est jetée dans les bras des conservateurs. C'est une complète volte-face, une véritable réaction.

Même travail dans les esprits, en France. Ici, les partis sont plus nombreux. Il y a, d'abord, les deux extrêmes, de gauche et de droite ; les radicaux et les socialistes, d'un côté ; les soi-disant conservateurs ou les monarchistes, de l'autre. Ennemis jurés, quand il s'agit de construire, ils s'entendent fort bien pour démolir, et ils votent souvent ensemble.

Entre les deux, il y a la masse des républicains purs et simples, légèrement panachée, mais composée de ce que l'on est convenu d'appeler républicains de gouvernement, pour les différencier des républicains qui se sont donné pour mission de rendre toute république impossible.

C'est vers ce groupe déjà considérable que se sont dirigés les choix des cantons pour la composition des conseils généraux. Ces élections ont été un écrasement, autant pour les réactionnaires que pour les révolutionnaires. Ici, comme en Angleterre, se manifeste la fatigue des luttes qui n'aboutissent à rien et des entreprises qui tendent à tout remettre en question. Ce n'est, certes pas, le peuple français qui a fait la république de 70 ; c'est plutôt la défaite, et l'on peut même ajouter que M. Bismarck a légèrement contribué à son maintien.

Mais la nation l'a acceptée franchement, par fatigue des ébranlements que lui avait occasionnés, depuis le commencement du siècle, la monarchie, sous toutes les formes qu'elle pût revêtir. Elle s'en tient à son adhésion première, qui s'est transformée depuis, en choix définitif ; et elle entend ne plus changer de régime, tous les quinze ou dix huit ans, comme autrefois. Elle s'est aperçue qu'au jeu des révolutions, elle n'avait rien à gagner, mais tout à perdre et elle veut qu'on la laisse vivre en république, comme elle l'entend et prétend la pratiquer.

Tout n'est pas parfait dans le régime actuel. Il y a bien des lacunes à combler, bien des réformes à faire. On a perdu beaucoup de temps, depuis vingt-cinq ans, à combattre, soit le monarchisme, soit le socialisme. Qu'on en finisse, une bonne fois avec toutes ces oppositions de droite et de gauche, et qu'on laisse la France régler ses petites affaires à sa guise. Les communards et les anarchistes d'un côté, les royalistes et les impérialistes de l'autre, croyaient attirer le paysan à eux, tantôt par la flatterie et de belles promesses, tantôt par la menace et la peur d'un bouleversement. Le paysan a répondu aux uns et aux autres qu'il ne voulait pas d'eux et qu'il s'en tenait à ce qu'il avait. C'est son droit, après tout et, comme il a pour lui le nombre, qui est la raison des démocraties, tout autant que le canon était la raison des monarchies, il faut bien en passer par où il veut.

C'est égal, il est bien instructif le spectacle que nous offrent l'Angleterre, que l'on pourrait appeler la grande république aristocratique de l'Ancien Monde, et la France, qui en est la grande république démocratique, quand elles affichent ainsi leur conservatisme, après trois quarts de siècle de mouvements désordonnés, en sens divers, et de tentatives à peu près stériles.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX.

APRÈS LES DEUX TOURS DE SCRUTIN.—L'ENSEMBLE DES RÉSULTATS CONNUS.

Tous les résultats des élections aux conseils généraux sont à présent connus et l'on peut voir ce qu'ils donnent dans leur ensemble.

D'une part, il y a eu 1,439 élections ; d'autre part, dans trois cantons, le résultat du scrutin n'a pas été proclamé pour différentes raisons, savoir : à Carmaux (Tarn), en raison de l'inéligibilité du citoyen Calvignac, qui a réuni la majorité des voix ; à Masseube (Gers), parce que le président du bureau électoral n'a point, on ne sait pourquoi, proclamé l'élection d'un candidat républicain ; à Moroseaglia (Corse), parce que l'urne, jetée par une fenêtre, n'a pu être dépouillée. En ce qui concerne ces trois cantons, le conseil d'Etat va être saisi, soit par le préfet directement, soit par le ministre de l'intérieur.

Maintenant, il est intéressant de comparer la statistique officielle des conseillers sortants ou à remplacer, dressée avant le scrutin, avec la liste officielle des élus.

Il y avait, pour les 86 départements de France, 1,442 sièges à pourvoir, dont 1,430 appartenant à la série sortante et 12 vacants par suite de décès ou de démissions.

STATISTIQUE COMPARATIVE.

Or, voici, au point de vue des opinions, comment se décomposaient les 1,442 conseillers sortants ou à remplacer—et comment se répartissent les élus, exception faite naturellement, des trois cantons où le résultat n'a pas été proclamé :

Opinions.	Conseillers sortants ou à remplacer.	Elus.
Républicains	808	895
Radicaux	156	181
Ralliés	86	75
Socialistes	23	26
Conservateurs	369	263

En résumé, les républicains et les radicaux gagnent 129 sièges et en perdent 36, soit un gain effectif de 93 sièges.

Les 129 sièges gagnés par les républicains et les radicaux se répartissent ainsi :

Aisne, 1 ; Allier, 4 ; Alpes (Basses-), 2 ; Alpes (Hautes), 1 ; Ardèche, 1 ; Ardennes, 1 ; Ariège, 1 ; Aube, 1 ; Aude, 2 ; Aveyron, 2 : Bouche du-Rhône, 1 ; Charente-Inférieure, 4 ; Cher, 2 ; Corse, 1 ; Côtes-du-Nord, 6 ; Dordogne, 1 ; Eure, 1 ; Eure et Loir, 1 ; Finistère, 1 ; Gard, 3 ; Garonne (Haute), 3 ; Gers, 2 ; Gironde, 4 ; Ille-et-Vilaine, 3 ; Indre, 3 ; Indre-et Loire, 1 ; Jura, 1 ; Landes, 2 : Loire, 3 ; Loire (Haute-), 3 ; Loire-Inférieure, 1 ; Loiret, 2 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 1 ; Maine-et-Loire, 1 ; Manche, 2 ; Marne (Haute-), 1 ; Mayenne, 2 ; Meurthe-et Moselle, 1 ; Meuse, 2 ; Morbihan, 3 ; Nièvre, 7 ; Nord, 1 ; Orne, 1 ; Pas-de-Calais, 1 ; Puy-de Dôme, 2, Pyrénées (Basses-) 2 ; Pyrénées (Hautes-), 1 ; Rhône, 1 ; Saône Haute-), 4 ; Saône-et-Loire, 1 ; Sarthe, 3 ; Savoie, 1 ; Savoie (Haute), 2 ; Seine Inférieure, 1 ; Seine-et-Oise, 1 ; Sèvres (Deux), 3 ; Somme, 4 ; Tarn, 1 ; Tarn-et-Garonne, 1 ; Vaucluse, 1 ; Vendée, 1 ; Vienne, 4 ; Vienne (Haute), 2 : Vosges, 2.

Les 36 sièges perdus par les républicains et les radicaux se répartissent également ainsi :

Alpes (Hautes), 1 ; Calvados, 1 ; Charente, 1 ; Côtes-du-Nord, 1 ; Dordogne, 1 ; Eure, 1 : Finistère, 4 ; Gard, 2 ; Gers, 2 ; Loire, 2 ; Loire Inférieure, 1 ; Lozère, 1 ; Maine et-Loire, 1 ; Manche, 1 ; Marne, 1 ; Mayenne, 1 ; Morbihan, 1 ; Nord, 3 : Puy de-Dôme, 1 ; Pyrénées (Basses), 1 ; Seine-Inférieure, 1 ; Somme, 1 ; Tarn, 2 ; Tarn-et-Garonne, 1 ; Vendée, 1 ; Vienne, 1.

LA STATUE DE BYRON.

On va prochainement inaugurer en Grèce la statue de Byron ; puis, aussitôt après, on élèvera un monument à M. Gladstone. Tous deux furent, en effet, de fervents philhellènes. A ce propos, un journaliste grec demande pourquoi l'on n'a pas songé encore à glorifier d'autres philhellènes qui ont droit à la gratitude nationale au moins autant que Byron et M. Gladstone. Où est, dit-il, le monument élevé à l'armée française qui accomplit l'œuvre de la libération du territoire grec ? Où est la statue de Chateaubriand et où est celle de Charles X qui décrita l'expédition de Morée ? Et où est celle du maréchal Maison qui la commanda ? Notre confrère a raison, mais a-t-il songé que ce serait pourrait être encore singulièrement allongée ?

ANNIVERSAIRES TRISTES.

Le 25e anniversaire de la bataille de Wissembourg.

Wissembourg, le 2 août 95
(Hôtel du Cygne).

Une ville morte.

En parcourant les rues de Wissembourg, avant le jour anniversaire, j'ai eu l'impression de me promener dans une ville morte, écrit un correspondant du *Gaulois*. Cependant de grandes solennités se préparent pour après-demain dimanche, 4 août. De nombreux étrangers sont annoncés des quatre coins de l'Allemagne. Les Sociétés d'anciens guerriers disséminées partout vont déverser sur le Reichsland la plus grande partie possible de leurs membres : on se réunira autour des monuments, on jettera des fleurs, et à nouveau retentira, comme un nouveau chant de guerre, la *Wacht am Rhein*, qui aida, avec l'appoint de forces dix fois plus nombreuses, l'armée allemande à nous écraser en 1870.

Et cette ville de six mille habitants avec son vieil hôtel-de-ville, bâti en briques rouges, sa Porte du Milieu (Mittelthor), qui n'a pas changé, n'a plus le même aspect qu'avant la guerre.

Les portes mobiles de Landau et de Hambourg ont été supprimées ; de vulgaires ponts de fer conduisent dans la ville, les remparts ont fait place à des jardins anglais ; enfin les Allemands ont construit un magnifique poste à l'entrée de la porte de Haguenau, ont doté la ville de riches écoles et de casernes fraîchement bâties du côté de la gare, qui contiendront aisément les 1,900 hommes dont se composent les trois bataillons du 60e régiment d'infanterie qui y tient garnison.

Et malgré cela les habitants de Wissembourg ne sont pas contents : c'est à peine si on rencontre deux personnes dans la rue, de la gare à la place du Marché. Et d'où provient ce mécontentement ? Tout simplement des fêtes qui se préparent.

L'attitude de Wissembourg et les fêtes du 4 août.

—Oui, monsieur, me dit un vieux Wissembourgeois, cinq cents Kriegervereine sont annoncés pour dimanche et lundi. L'administration militaire s'est même trouvée dans l'obligation de loger quelques-uns de ces anciens combattants et d'envoyer des paillasses dans différents hôtels.

"Eh bien ! monsieur, tous les Wissembourgeois, comme moi, déplorent cette fâcheuse démonstration.

"Croyez-vous que la Société d'anciens guerriers immigrés à Wissembourg a eu l'audace de demander, par voie d'affiches, à notre population de concourir à la "fête" du 4 août et de pavoiser nos maisons pour recevoir avec tout le respect qui leur est dû ces messieurs de 1870 !

"C'est un drapeau cravaté de deuil que nous voudrions tous pouvoir faire flotter sur nos maisons.

"En ce moment, allez vous promener dans les jardins alsaciens ; partout vous verrez l'activité avec laquelle on confectionne des couronnes et des bouquets pour les déposer sur les tombes des soldats français et du brave général Douay, nos morts à nous, ceux-là !"

Sur les tombes des soldats français.

Ma première promenade, aussitôt arrivé à Wissembourg—en eût-il pu être autrement ?—a été pour le cimetière. C'est là, tout près de la porte de Haguenau, que repose le général Abel Douay, et devant sa tombe qu'est placé le monument érigé à la mémoire de nos soldats. Immédiatement derrière, quelques tombeaux de turcos et le monument des soldats allemands.

Les tombes de nos soldats sont bien entretenues, il serait injuste de ne pas le reconnaître, mais la population alsacienne considère comme un pieux héritage du temps passé les champs de mort que lui a légués l'année terrible.

Je compte demain vous envoyer l'aperçu des environs de Wissembourg, en publiant les récits, fort émouvants, qui m'ont été faits par de vieux Wissembourgeois sur la bataille du 4 août 1870.

Je ne veux que vous dire encore un mot du monument élevé aux Français. Le monument, fort simple, est en pierre, taillée en pointe. On y lit cette touchante inscription :

Aux soldats français,
Nos frères
Morts pour la patrie,
Le 4 août 1870.

Aux quatre coins, on a ajouté les noms des officiers tombés : capitaine Grandmorin, 1er tirailleurs africains ; capitaine Kiener, 1er tirailleurs ; capitaine Launay-Joufroy, du 74e régiment d'infanterie ; Claude Riche, lieutenant au 74e de ligne.

La tombe du général Douay, entourée de cyprès et de lierres, consiste en une simple pierre tombale en grès rouge ; elle porte cette inscription :

CHARLES ABEL DOUAY,
Général de division ;
Tué au Geisberg
Le 4 août 1870

Son fils,
GUSTAVE-CHARLES DOUAY,
Né le 1er janvier 1850,
Mort le 18 février 1871.

Le jeune fils du vaillant général, mort quelque temps après son père, fut enterré près de lui, en terre conquise par l'ennemi ; et comme pour rendre au malheureux soldat cet exil plus supportable, on plaça son jeune enfant dans la fosse, près de lui.

L'aspect des tombes.

Ravissantes et innombrables, les couronnes de fleurs dont sont recouverts et le monument de nos braves camarades français et le tombeau du général Douay !....

Tous les jardins des patriotes wissembourgeois ont été pillés par leurs propriétaires à la mémoire de nos héros ! Jusqu'aux plus pauvres qui ont apporté, eux-mêmes, de petits bouquets de Roses, roses de France, immortelles, héliothropes, tulipes, œillets, enfin toutes les fleurs imaginables recouvrent les tombes françaises du cimetière.

Jusqu'au brave turco, Mohamed ben Anim qui, blessé à la bataille de Woerth, mourut à l'hôpital de Wissembourg en 1871, a sa tombe à l'extrémité du cimetière, qui a reçu une avalanche de fleurs !

Seule, une société d'anciens guerriers de Pozen a déposé sur la tombe du général Douay une couronne avec cette inscription sur un ruban aux couleurs allemandes :

ZUM 25ten GEDÆCHMNISS.
1870-1895.

Les Alsaciens se sont interdit d'ajouter des rubans tricolores aux fleurs, car les représailles suivraient immédiates. Mais les fleurs sur les tombes françaises ne traduisent-elles pas assez clairement la pensée des Wissembourgeois et des Wissembourgeoises ?

700 membres d'associations d'anciens militaires sont venus de toutes les parties de l'Allemagne pour assister à la fête commémorative qui a lieu aujourd'hui.

Le service divin a été célébré dans la Cour de la caserne, et une cérémonie imposante a eu lieu près du monument érigé sur le Geisberg, où le colonel du 60e de ligne a prononcé un discours.

Les officiers de 60 régiments allemands sont représentés par des députations.

La population alsacienne, en signe de protestation contre la fête, est restée enfermée dans les maisons en mettant les volets aux fenêtres.

Sarrebruck, 4 août.

La ville est pavoisée pour fêter l'anniversaire du combat de Spickeren.

40,000 visiteurs sont arrivés par 25 trains spéciaux. Le matin un service religieux a été célébré au cimetière des combattants de 1870.

Dans l'après-midi a eu lieu une grande procession historique à laquelle ont pris part 15,000 combattants de 1870. Le défilé a duré une heure.

M. de Girardin et la guerre.

Extrait d'un article de M. Estancelin, intitulé : **Les vrais auteurs de la guerre de 1870 :**

La responsabilité de la guerre n'est imputable ni au peuple français ni même aux Chambres, mais uniquement au ministère qui dirigeait alors les affaires de notre pays !

La Prusse voulait la guerre, elle était prête ; l'occasion lui manquait ; on la lui a maladroitement offerte, elle en a profité !

M. de Bismarck, pour me servir d'une expression triviale, a saisi la balle au bond ; mais la balle lui a été lancée de Paris !

Le samedi 3 juillet 1870, pas un Français ne pensait à la guerre.

Le dimanche 4, le ministre de l'intérieur, M. Chevandier de Valdrôme disait à M. Emile de Girardin :

—Faites un article, où vous poserez le *casus belli* avec la Prusse.

M. de Girardin a publié, dans une lettre imprimée peu de temps avant sa mort, que j'ai lue comme bien d'autres—car j'en copie le passage principal dans un volume de M. Pierre de Lano—le récit de sa conversation avec le ministre, qui fut le premier acte de la sanglante période historique terminée sous les murs de Paris.

Il dirigeait alors le journal la *Liberté*. Invité à dîner au ministère, le dimanche 2 juillet, M. de Girardin écrit :

"En sortant de table, le ministre vint "à moi et me dit :

"—Vous savez la nouvelle ? Nous "allons avoir décidément un prince de "Hohenzollern sur le trône d'Espagne !

"—Qu'est-ce que cela peut nous faire ! "lui répond M. de Girardin.

"Comment, vous ne comprenez pas "que c'est là un danger, une menace "pour la France ! Nous ne souffrirons "pas cette candidature ! Il faut en faire "un *casus belli* !

"—Ce serait une folie !!!

"—Demain, vous écrirez un article "dans ce sens !!

"—Jamais !

"Et pourtant, malgré ce "jamais" "l'article désiré parut le lendemain "dans le journal *La Liberté* !

"Il est vrai, ajoute-t-il, l'article n'était pas de moi."

C'est très exact. Avant d'écrire ces lignes, je suis allé vérifier, dans la collection du journal *La Liberté*, les affirmations d'Emile de Girardin.

Le lundi 4 juillet, après sa conversation avec le ministre,—est-ce une simple coïncidence, ou la conséquence de cette rupture avec le ministre ?—le fait est que je trouve la démission de M. de Girardin comme directeur de la *Liberté*. En voici les derniers mots :

"Il est expressément entendu, qu'à partir de ce jour, je deviens étranger à la direction et à la rédaction de la *Liberté*".

Puis ensuite, je lis dans ce même journal du même jour, posé comme l'avait indiqué la veille le ministre, le *casus belli*. Le mot y est, non pas avec la brutalité indiquée dans une conversation rapide, mais dans des termes dont la signification ne perd rien pour être discrète et voilée à la fois.

Ce qu'il faut penser de Madagascar.

Une Conversation officielle.

Les mères de famille, que les nouvelles de Madagascar et le navrant et superbe dessin de Forain inquiètent, seront bien aises d'apprendre ce que pense, sur cette expédition difficile, le gouvernement qui la dirige.

Le hasard, qui est décidément un grand maître, m'ayant permis, écrit M. Gaston Calmette, de rencontrer, dans un ministère, un des hauts personnages officiels les mieux informés sur toutes ces choses, je résume ici fidèlement, impartialement, sa très intéressante conversation :

—Le public et la presse exagèrent beaucoup les difficultés que nous rencontrons à Madagascar. Nous ne sommes en retard que de trois semaines ou d'un mois au maximum, et la campagne n'est en rien compromise puisque nous sommes certains d'arriver quand même à Tananarive avant la mauvaise saison.

"Et cependant, on ne criemit pas plus fort autour de nous si tout était perdu dans une immense défaite !

"En réalité, nous subissons, devant l'opinion très sincère de la foule, les effets des manœuvres savamment combinées de la presse anglaise.

"Les journaux de Londres ont habilement répété, chaque soir et chaque matin, que l'expédition de Madagascar était la chose du monde la plus simple et la plus facile, que des troupes quelconques, venues de France ou d'ailleurs, n'avaient qu'à se montrer, que les Malgaches tout aussitôt se soumettraient, sans même attendre la prise de Tananarive, et qu'en tout cas Tananarive serait occupée par nos troupes avant la fête du 14 juillet !

"Le public s'est habitué à cette idée : et tandis qu'à la Chambre M. Hanotaux déclarait, au contraire, que cette expédition serait lente et pénible, qu'on allait entreprendre là-bas "une campagne de fièvre et de quinine" (ce sont, je le crois, les paroles mêmes que l'*Officiel* a enregistrées) ; tandis que de son côté le premier ministre de la guerre ajoutait qu'il faudrait, tout au moins, 15,000 hommes, avec un premier crédit de 65 millions d'argent, la légende anglaise s'est infiltrée, établie, imposée en France, d'une sorte de guerre pour rire, sans importance, sans difficultés et sans dangers.

"Alors, dès que les premières difficultés ont apparu, cette foule si impressionnable et si nerveuse est tombée dans l'excès opposé, et elle se figure désormais que tout est perdu !

"Le général Duchesne, auquel on ne saurait trop rendre hommage et qui est mieux placé que nous tous, il faut l'avouer, pour juger sainement de ces événements et de leurs conséquences, n'a aucune de ces craintes qui envahissent sans raison le public français. Dans tous ses rapports il analyse fort clairement la situation et il n'a jamais douté un seul instant du succès des opérations qui conduit avec autant de courage et de science que de sagesse et de tact.

"Tout sera fini dès cette campagne, il en est absolument certain.

"La vérité est qu'on est arrivé trop vite à Suberbieville.

"On y est arrivé deux semaines avant la date qui semblait fixée, et il a fallu attendre dans ce poste le gros de la colonne ainsi que les ravitaillements qui étaient indispensables pour continuer la marche en avant.

"Tout est prêt maintenant, et dans huit ou dix jours au maximum, nous comptons recevoir la nouvelle de la prise de Malatsy.

"Pendant ce temps, nos soldats établissent, jour par jour, la route nécessaire aux convois.

"Nous avons, croyez-le bien, discuté longuement et longuement étudié cette question de l'établissement d'une route, qui est en somme une grande cause de retard. Et avant de décider cette construction si pénible et forcément si lente, nous nous sommes demandé si les porteurs-coolies ou les mulets ne pourraient nous éviter un pareil travail.

"Pour des raisons diverses, également probantes, nous avons dû écarter ces deux systèmes de transport. Jamais nous n'aurions pu trouver, paraît-il, des coolies en nombre suffisant pour le ravitaillement de quinze mille soldats. Jamais nous n'aurions pu nous procurer, sans parler de leurs conducteurs, un chiffre suffisant de mulets ; en outre, ces animaux, auxquels une nourriture d'orge assez abondante est nécessaire dans ce pays, ne peuvent porter que pour huit jours leur poids de nourriture : ils auraient donc rendu peu de services. D'ailleurs, il est démontré qu'un convoi de 700 à 800 mulets, suivant un chemin aussi étroit que celui dont on pouvait disposer, défonce à tel point ce chemin qui devient désormais impraticable à toute armée.

"La création d'une route s'imposait donc si coûteuse et si lente qu'elle soit, et elle nous donne les meilleurs résultats, puisque quoi qu'en en ait dit, 3,600 voitures Lefebvre parcourent, pour le plus grand bien de nos soldats, les tronçons qui sont déjà achevés.

"Je ne vous parle pas du chemin de fer que quelques ingénieurs ont préconisé : l'établissement d'une voie ferrée aurait nécessité trois années de campagne, pendant lesquelles nos soldats auraient attendu là-bas, l'arme au pied. Conclusion !

"Par contre, ce qu'il faut avouer, c'est que des erreurs de grande importance ont été commises.

"Le wharf et les chalands ont été deux fautes.

"Le wharf, que l'on croyait pouvoir construire jusqu'à 300 mètres dans la mer, a été arrêté à 80 mètres, le terrain étant impraticable et les sondages ayant été mal faits. Mais il n'était pas facile de pratiquer des sondages en avant de Majunga avant le débarquement des troupes.

"Quand aux chalands qui devaient assurer les approvisionnements de l'armée en remontant le cours du Betsiboka, ils n'ont pu aller au delà de 80 kilomètres, au lieu des 140 kilomètres que l'on avait prévus. Malgré tous les calculs que l'on nous avait fournis, la rivière n'avait pas le tirant d'eau suffisant pour les porter !

"De là le désarroi que l'on a constaté dans les premiers ravitaillements, de là le retard que nous subissons, mais qui n'a rien compromis et qui ne compromettra rien.

"A l'heure actuelle, il n'y a plus dans la rade de Majunga un seul bateau qui attende le débarquement de sa cargaison.

"Reste la question de la santé de nos soldats.

"Sur ce chapitre, nos prévisions sont très heureusement déçues.

"Nous avions prévu cinq mille malades et nous avions tout préparé pour eux, comme médicaments, ambulances, évacuations rapatriement, etc. Or, il n'y a jusqu'à présent que 1,500 malades, et nous n'avons enregistré que cent quarante-cinq morts ou tués.

"Plus nos soldats avanceront vers les hauteurs, moins ils seront éprouvés par le climat : nous pouvons donc, avec quelque raison, espérer que leur santé est désormais préservée.

"En tous cas nos troupes seront, cette année même, avant la mauvaise saison, à Tananarive."

Telle est la conversation que je rapporte avec une satisfaction toute patriotique puisqu'elle jette un jour meilleur sur les incidents qui nous avaient tous émus.

Mais quel est le mystérieux interlocuteur qui nous donne ces réconfortantes paroles ? se demanderont les familles qui s'inquiétaient pour les jeunes gens qui sont allés là-bas combattre. A-t-il le pouvoir d'être vraiment renseigné ?

Je réponds : Oui.

—Est-ce un personnage tout à fait officiel ?

—Oui.

—Un ministre ?

—Peut-être !.... En tous cas, ne craignez aucun démenti.

Les Grandes Manœuvres.

Les deux régiments de la 19e brigade d'artillerie ont quitté Varennes, pour se rendre au champ de Châlons ; ils y remplaceront les 15e et 27e régiments qui, après avoir exécuté leurs écoles à *feu* et des manœuvres d'ensemble, rentrent à Douai. Grâce à l'énergique obstination des directeurs de l'artillerie et des généraux Ducos de Lahitte et Ladvocat, qui ont été successivement présidents du Comité spécial, le camp de Châlons est devenu un véritable camp d'instruction pour l'artillerie française. Sans doute, il est indispensable que l'artillerie s'habitue à manœuvrer avec l'infanterie et la cavalerie ; mais les manœuvres d'automne, que ce soient des manœuvres de brigade, de division, de corps d'armée ou d'armée, sont à cet égard très soffisantes ; en outre, les batteries à cheval, destinées à accompagner les divisions de cavalerie, sont maintenant réunies aux régiments de cette arme. On a donc toutes sortes de raisons —et des meilleures—pour songer au développement de l'instruction technique de l'artillerie, d'autant plus que, s'il faut en croire les meilleurs écrivains militaires professionnels, l'artillerie jouera, dans la guerre future, un rôle tout à fait exceptionnel.

On s'accorde généralement à lui réserver l'honneur d'engager le combat. Certes, elle n'agira pas sans être soutenue par l'infanterie ; mais on rappelle qu'à la bataille de Sedan toute l'artillerie de la garde royale prussienne, conduite par le prince de Hohenlohe, dépassa au trot les colonnes d'infanterie et, fort en avant de ces colonnes, choisit une position de tir et cribla d'obus l'armée française qu'elle prenait à revers. Le nombre des pièces va, d'ailleurs, sans cesse, en croissant. Napoléon Ier voulait avoir 16 canons par division d'infanterie ; il y en a aujourd'hui 144 par corps d'armée, soit 72 pour chaque division, bien qu'en apparence chaque division n'ait que six batteries avec elle. Et on oublie les batteries de seconde formation !

Le camp de Châlons, qui fut un peu délaissé après les cruels événements de 1870, se prête admirablement aux évolutions des grandes masses que forme l'artillerie. On regrette, entre parenthèse, que la cavalerie n'y vienne pas, elle aussi, soit au printemps, soit à l'automne ; toute la région qui s'étend vers Suippes, Valmy et jusqu'aux confins de l'Argonne constituerait un magnifique terrain pour les applications des règlements sur le service en campagne ; on croit savoir qu'il est question de concentrer, l'an prochain, deux ou même trois divisions de cavalerie, dont la 7e division indépendante et deux divisions "provisoires", formées chacune de trois brigades de cavalerie de corps d'armée ; ces divisions manœuvraient isolément d'abord, puis ensemble, sous la haute direction du général de Jessé, commandant du 10e corps d'armée et président du Comité de cavalerie.

Les batteries qui sont rassemblées au camp de Châlons prendront part aux manœuvres de l'Est dont le programme est définitivement arrêté. On sait déjà que ces manœuvres auront lieu entre Chaumont et Epinal, et que le général Saussier, directeur des manœuvres, sera assisté du général de Boisdeffre, son chef d'état-major en cas de mobilisation ; les deux armées seront composées, l'une de toutes les troupes du 6e corps, l'autre des 7 et 8e corps d'armée ; le général Jamont, qui commandera la première de ces armées, aura sous ses ordres les 7e et 8e corps d'armée, avec les généraux Pierron et Brugère, et la 1re division de cavalerie. Pendant les cinq derniers jours, toutes ces troupes seront réunies sous le commandement immédiat du général Saussier et manœuvreront contre un ennemi figuré ; durant cette période, prèsde cent mille hommes seront massés dans une zone très restreinte ; c'est assez dire que la question des approvisionnements et du ravitaillement offrira une importance extraordinaire et que le gouverneur de Paris l'étudiera de près.

LE COMTE TOLSTOI.

Ses Trois Paraboles.

Elles avaient été publiées récemment par une revue russe ; elles viennent d'être traduites en français par la *Revue des Revues* ; dans la pensée de leur auteur, elles constituaient évidemment une sorte de plaidoyer pour lui-même et pour sa doctrine ; à nos yeux, elles sont surtout curieuses comme symptômes de la singulière évolution que semblent subir actuellement et encore une fois les idées du grand écrivain.

Déjà la dernière page de son admirable roman, *Maître et Serviteur*, marquait une tendance à adoucir ce qu'a souvent de rude la fermeté catégorique et absolue de ses affirmations. Voici maintenant qu'il prétend n'avoir voulu donner à ses théories qu'une portée relative, et qu'il les atténue au point de les ramener à des vérités tellement vraies, que nul n'a jamais songé, ne songe et ne songera jamais à en contester l'excellence. Il n'a point prêché la non-résistance au mal ; il a cherché simplement d'autres moyens de résistance contre les malfaiteurs que ceux employés jusqu'à cette heure. Il n'a point condamné l'art et la science en général ; il a uniquement attaqué le mauvais art ou la mauvaise science. Il n'a nullement incliné vers les utopies internationalistes ; il s'est seulement contenté d'établir que nous ne suivions pas la meilleure route pour le règlement de la question ouvrière, et il a soutenu que les grands armements militaires actuels étaient néfastes pour l'Europe. Et alors, quand on considère l'œuvre dogmatique énorme du vieux maître et l'interprétation bizarre qu'il nous en offre maintenant, on reprendrait volontiers, en la retournant, l'exclamation célèbre d'un personnage de Molière : "Quoi ! si peu de choses en tant de mots !"

Il nous était souvent arrivé de relever d'innombrables et fondamentales contradictions dans les écrits du mystique slave, et son tempérament d'artiste nous avait paru infiniment supérieur, en somme, au chaos d'étranges conceptions politico-sociales qu'il a enfantées depuis dix ou quinze ans ; mais on doit avouer que ces conceptions cesseraient même d'être étranges le jour où on les envisagerait avec cette sorte d'opportunisme philosophique que paraît vouloir pratiquer désormais l'auteur de la *Sonate à Kreutzer*.

INSTANTANE.

MAURICE DE PRADEL.

De Pradel ! Voilà un nom bien connu dans le monde des lettres et des arts. Il y a bien trois quarts de siècle—deux générations—qu'il retentit dans la France du vieux monde, Occident et Orient, et ce'ui qui le porte encore aujourd'hui a eu lui conserver tout son éclat des premiers jours.

Comme son illustre père, le fils a la tête, les allures d'un officier de cavalerie en retraite. Légèrement voûté au repos, il se redresse dans l'action et salève son public comme un colonel, son régiment. La voix est mordante, la parole chaude, la phrase colorée, le trait pittoresque, le geste un peu exubérant, comme chez tous les hommes faits pour parler au public, surtout chez les orateurs et les artistes de mon.—A beaucoup voyagé, beaucoup observé, beaucoup vu et tout retenu. L'improvisation brillante, mémoire plus brillante encore.

Ses conférences, ses causeries, ses récitations ne sont que la condensation de l'énorme bagage intellectuel et littéraire qu'il a ramassé dans ses courses un peu aventureuses à travers le globe. Il y ajoute l'invention poétique, l'action dramatique, la diction nette, sur pas à l'emporte-pièce, tout à tour ardente de l'éloquence, et familière de la causerie—tous les dons qui constituent l'artiste véritable ; et il sait les marier et les fusionner avec tant de bonheur, que l'on ne peut distinguer en lui le penseur du récitateur, ni l'auteur de l'acteur.

Logique enfantine.

Expliques-moi, Bob, ce que c'est qu'un veuf.

Bob réfléchit un instant, puis, tout à coup :

—Un veuf, c'est le mari d'une veuve.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

Grand Emoi au Parlement Anglais.

Presse Associée.

Londres, 17 août — Depuis le 4 novembre 1605, quand un certain Guy Fawk et plusieurs autres conçurent un tel plan, mais furent découverts et pendus, la possibilité d'un complot pour faire sauter le palais du Parlement a été une des préoccupations des fonctionnaires anglais, et tous les ans, régulièrement, depuis cette époque, des recherches sont faites dans les sous-sols du palais, avec toutes les cérémonies de l'ancien temps.

Cette année, il y avait une apparence de raison dans les recherches, car en même temps que l'ouverture du parlement, est arrivée la découverte, réelle ou imaginaire, d'un complot pour envoyer au ciel ce corps les communers et les lords. Que l'histoire soit vraie ou non, les journaux de l'après-midi ont créé une sensation hier à propos de cette affaire, et les habitants de la métropole n'ont pas encore cessé d'en parler.

En rassemblant les faits à leur juste valeur, il semble qu'il y ait quelque vérité dans la nouvelle, et elle repose sur la base suivante : il y a quelques semaines, le directeur d'une compagnie de lithographie et d'imprimerie a reçu la visite d'un étranger représenté comme un personnage sombre et mystérieux (sic), qui lui a demandé d'imprimer un journal hebdomadaire pour le compte d'une compagnie turque.

Comme aucune connaissance de la langue turque n'était requise, le directeur de la compagnie anglaise a accepté l'affaire et a imprimé des milliers de copies du journal hebdomadaire turc, dont la plupart étaient envoyées à l'étranger.

Il y a deux jours, deux détectives de Scotland Yard se sont présentés à l'imprimerie et ont demandé à voir le directeur. Ce dernier est arrivé tout sourisant, pressentant une nouvelle affaire, mais son assurance est tombée, et il est devenu pâle, quand les agents lui ont annoncé qu'il était suspecté d'être compromis dans un complot pour faire sauter le palais du Parlement, et que les visiteurs venaient de Scotland Yard.

En réponse aux protestations d'innocence de l'infortuné directeur, les détectives lui ont expliqué qu'il avait imprimé une littérature anarchiste incendiaire, appelant les socialistes et autres du même acabit à s'unir pour faire sauter le palais du Parlement à l'ouverture de la session.

Un article annonçait que seize hommes étaient en route pour l'Angleterre, de divers points, afin de faire les préparatifs nécessaires pour envoyer les pairs et les communers en l'air.

Malgré ses protestations, le directeur, absolument terrifié, a été conduit à Scotland Yard par les agents, et il a été interrogé par le chef des détectives et par un commissaire de la police.

A ces fonctionnaires le malheureux directeur a expliqué toutes les circonstances de l'affaire, a donné la description de tous les mystères, de l'étranger mystérieux, et a établi son innocence ; il est parti considérablement soulagé, après avoir promis de ne plus lithographier des journaux hebdomadaires turcs sans s'être d'abord rendu compte de la nature du contenu.

D'après le *Globe*, la police a eu vent de l'affaire par la vantardise de certains anarchistes de Londres. Mais ce compt'ot est loin d'être ce qu'on pensait, et ce plus d'un endroit on entend que les agents de Scotland Yard ont simplement découvert une fumisterie de la plus belle eau.

Victoria et Guillaume.

Presse Associée.

Londres, 17 août — Par ce qu'on a pu apprendre des entrevues de Victoria et de Guillaume, aux réceptions privées données à Osborne pendant la semaine des rég